

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20^e) (Métro : Pyrénées)NOUS VOULONS QUE LA FRANCE
SOIT AUX FRANÇAIS(Jacques Duclos, *Humanité*, 2 juillet 1936.Doriot et Xavier Vallat
et tous nos fascistes
ne disent pas autre chose

Méfiance nécessaire

Il paraît que depuis un mois que fonctionne le gouvernement de Front populaire, nous n'avons pas eu à son égard suffisamment de patience.

De bons esprits nous disent même que nous avons été parfois injustes dans nos critiques et qu'il serait bon de les atténuer en laissant s'engager davantage l'expérience du gouvernement de Léon Blum.

Il y aurait en somme nécessité à lui accorder un préjugé favorable et de l'attendre aux actes pour reprendre notre position critique.

En toute justice, nous devons dire que ces reproches nous paraissent injustifiés. Nous sommes et nous demeurons anarchistes. Et si nous sommes anarchistes, ce n'est pas par fantaisie philosophique ou par dilettantisme politique. C'est parce que l'observation des faits sociaux nous a conduits à cette constatation que les gouvernements, tous les gouvernements, quelle que soit leur « bonne volonté », se trouvent pris tôt ou tard dans la nécessité de concilier les intérêts divergents des classes sociales. Quand la persuasion, les moyens légaux ont échoué, la « conciliation » se fait alors par la violence et l'arbitraire.

Et il nous est apparu, dès l'accession au pouvoir du gouvernement de Léon Blum, qu'il arriverait fatalement un moment où celui-ci devrait se résoudre à choisir entre son pouvoir, maintenant par tous les moyens, et l'abandon au profit de successeurs qui feront, eux, ce que le gouvernement de Front populaire pourrait se refuser à faire.

Au surplus, malgré toute sa « bonne volonté », le nouveau gouvernement n'a depuis un mois apporté aux travailleurs que ce qu'eux-mêmes ont, par leur action directe, arraché.

Mais la loi sur les rectifications de traitements des petits fonctionnaires n'est pas encore promulguée. Et ceux-ci ne peuvent s'empêcher de se dire qu'il n'a fallu qu'un trait de plume pour que la diminution fût, elle, effective.

Mais l'amnistie tant attendue n'est pas encore votée non plus.

Mais les fameuses mesures qui devaient si bien « faire payer les riches » n'ont même pas encore vu la discussion.

Dès lors, pourquoi voudrait-on que nous observions un silence qui ressemblerait, en l'occurrence, à un acquiescement ?

De même qu'il y a près de deux mois, nous avions été des rares qui prévièrent l'ampleur du mouvement revendicatif, de même aujourd'hui nous pouvons prévoir qu'avant longtemps, ce mouvement, qui n'est qu'interrompu, reprendra, sous l'empire des nécessités économiques, avec force et violence.

Car, n'est-ce pas, nous sommes encore, sauf erreur, en régime capitaliste. Et on ne voit pas comment l'ineffable loi économique de ce régime pourrait ne pas faire sentir rapidement ses effets inévitables. Accentué encore par la volonté des exploiters, le mouvement de hausse des prix rendra avant peu nécessaires de nouveaux rajustements de salaires, et, partant, de nouveaux conflits.

Or, M. Salengro, ministre de l'Intérieur, n'a pas craint mardi de dénoncer déjà le péril que certaines grèves, comme les grèves de la Moselle, pouvaient, se déroulant aux frontières, faire courir à la France.

C'est là un symptôme de ce que demain — si les ouvriers n'y prennent garde — pourra faire un ministre de l'Intérieur, réputé énergique, pour maintenir « l'ordre » et empêcher des troubles qui affaibliraient la défense nationale, laquelle, hormis quelques internationalistes irréductibles dont nous sommes, n'a plus que des partisans.

Et l'on voudrait que devant des éventualités semblables, nous restions muets ?

Ce n'est pas possible !



AMIS DE LA REGION PARISIENNE

Contrairement à ce qui a été annoncé la semaine dernière, notre

Balade Champêtre

du 14 juillet

se tiendra dans le bois de Clamart, au lieu-dit :

LE TAPIS VERT

dans un magnifique cadre de verdure.

Autobus à la Porte de Versailles.

(Les détails de l'organisation paraîtront dans les prochains numéros.)

Le chemin de l'abattoir

Quelle morne, quelle funèbre journée que cette journée parlementaire du 23 juin consacrée à la politique extérieure du Front populaire !

Dans cette angoisse qui point l'Europe, il est vraiment difficile d'imaginer une déclaration gouvernementale qui réponde moins à la simplicité directe de la haine populaire de la guerre, qui distille plus d'ennui, qui transpire plus l'hypocrisie.

Comment le peuple — l'ouvrier et le paysan, — ces fantassins amers et résignés pour qui la guerre c'était — en leur langue crue de martyrs — la « connerie », la « chierie », comprendraient-ils quelque chose à ce jargon abstrus de juriste cafard à l'aide duquel M. Blum, digne continuateur de Poincaré, s'efforce d'endormir leur inquiétude et de fuir ses responsabilités épouvantables ?

Les nations pacifiques, l'agresseur, l'agression, la sécurité collective, la paix indivisible, la S. D. N. et le désarmement, et la foi et l'espoir... Pour que justice soit faite de ces poncifs plus éculés les uns que les autres il suffirait au révolutionnaire, au simple révolté qui ne perd pas le nord, de prendre garde à l'accueil que leur réserve la presse la plus bourgeoise, la plus directement inféodée aux trusts et à l'impérialisme.

... IL DEVENAIT AISE, écrit le *Temps* des deux cents familles et du Comité des Forges, d'AFFIRMER LA CONTINUITÉ DE LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA FRANCE, TELLE QU'ELLE A ÉTÉ FIXÉE PAR LES GOUVERNEMENTS QUI SE SONT SUCCÉDÉS AU POUVOIR DEPUIS LA FIN DE LA GRANDE GUERRE. Ce qui, en effet, frappe le plus dans la déclaration dont nous avons publié hier le texte, c'est que sur tous les points de doctrine, sur les principes et sur les faits, voire même dans une certaine mesure sur les méthodes, ELLE DEMEURE DANS LA LIGNE TRADITIONNELLE DE LA POLITIQUE FRANÇAISE.

Faut-il, après cela, faire mention du *Matin* qui estime le langage du ministre des Affaires étrangères « marqué au coin du bon sens et du patriotisme », de l'*Echo de Paris*, où Pertinax observe, non sans ma-

lice, que M. Delbos « s'est exprimé comme l'aurait fait M. Barthou », ou de *Paris-Midi* où l'un des princes du journalisme (*sic*) se paie le luxe d'écrire : « Nous en sommes donc revenus là ! à la politique de M. Pierre Laval » ?

Faut-il même souligner ces coquetteries obscènes prodiguées par le national-communiste Péri au nationaliste de Kerillis, lors du débat qui suivit la déclaration de politique extérieure du Gouvernement ?

La honte vous saisis, le désespoir vous ronge à constater pourtant que la presse politique et syndicale qui se réclame du socialisme, du communisme, du syndicalisme, joint ses applaudissements à ceux des domestiques les plus cyniques des exploiters.

Abjection de l'union sacrée !

Serrons les choses de près. Contre la guerre, M. Blum entend lutter de deux façons.

D'abord, par la Société des Nations et par la sécurité collective. Ensuite, par le désarmement.

A Genève, pas de réforme du pacte. Ce serait « trop ambitieux ». Des « textes interprétatifs » suffiront.

En vertu de ces textes, la sécurité collective comportera « deux aspects ». « D'abord, un groupe de puissances — que ce groupe-moment résulte d'une situation géographique donnée ou d'une communauté d'intérêts — sera prêt à employer lui-même toutes ses forces contre l'agresseur. » Ensuite, la S. D. N. tout entière devra obligatoirement appliquer les sanctions économiques et financières.

Ce qui veut dire, en bon français : Pas de réforme du pacte, parce qu'une telle réforme risquerait de se faire au détriment des traités de 1919, auxquels le Gouvernement Blum se cramponne comme tous ses devanciers.

De belles et bonnes alliances militaires, qui définiront unilatéralement l'« agresseur », lui feront la guerre, LA GUERRE INDIVISIBLE, en bénéficiant de l'appui économique, financier et moral des petites nations militairement impuissantes.

Jolie sécurité !

M. Delbos, certes, avait été suffisamment grotesque, en expliquant comment « la régionalisation » (*sic*) des accords deviendrait dangereuse, si elle devait s'accompagner d'un renoncement à l'universalité dans la question de la sécurité collective (*restic*). Mais, pour le désarmement, c'est encore mieux.

« LE PEUPLE FRANÇAIS SAIT QUE LA COURSE AUX ARMEMENTS CONDUIT FATALEMENT A LA GUERRE », dit la déclaration. Pourtant, « tant que n'aura pas été arrêtée la course aux armements... le devoir de la France envers elle-même comme envers ses amis est de rester en mesure de décourager toutes les agressions. »

Ainsi donc, comme au temps d'Herriot, désarmer reste un verbe qui ne se conjugue qu'au futur et au conditionnel, et, en cette matière, MORTELLE, AU DIRE MÊME DU GOUVERNEMENT, la politique du Front populaire aboutit à cette lapalissade : « On ne désarmera pas, tant qu'on n'aura pas désarmé. »

Crispé sur le statut maudit né à Versailles, que socialistes et communistes endossent maintenant à qui mieux mieux, M. Blum entend ne pas lâcher une once du butin conquis par l'impérialisme français sur la misère de l'Europe centrale.

Comment, dans ces conditions, espérer un désarmement ?

C'est pourquoi, comme il le dit lui-même, sa politique de participation à la course aux armements conduit fatalement à la guerre.

Aujourd'hui, plus que jamais, le chemin de l'abattoir est libre.

B.

P.-S. — Je lis en dernière heure le discours prononcé à Genève par M. Blum. En vérité, M. Blum s'est surpassé.

La logique juridique, où excelle cet ancien maître des requêtes au Conseil d'Etat lui joue de mauvais tours. Ne l'a-t-elle pas conduit à formuler cet axiome qui l'immortalisera, tout comme « La mobilisation n'est pas la guerre », avait fait pour Poincaré : « Il faut donc accepter l'éventualité de la guerre pour sauver la paix. »

Après celle-là, on peut tirer l'échelle.

Organisons-nous pour de nouvelles victoires

La classe ouvrière française vient de mener une des plus grandes luttes de son histoire. Réveil brutal dépassant les plus grands optimismes. Qui donc, il y a quelques mois aurait osé annoncer une bataille d'une telle envergure ? Personne.

Les dirigeants syndicaux peuvent parler de provocations patronales pour nuire à l'action du Front populaire, de manœuvres trotskyistes, cela ne sert qu'à dissimuler leur incompréhension des désirs de la classe ouvrière. Ces messieurs, en hommes savants, ont étudié la crise par des statistiques. Ils ont assisté à toute son évolution. Ils l'ont soupesée, mesurée. Ils ont tonné contre les 200 familles, les conseils d'administration. Ils ont été courageusement au secours des classes moyennées, pour leur éviter de sombrer au fascisme.

Au milieu du chaos économique, ils ont mis leur connaissance technique à contributions, ils ont élaboré leur plan de travail. Dans ces lignes, le bonheur du prolétariat était contenu. L'arrivée du Front populaire les comblait d'aise, le plan était au pouvoir.

Le parti communiste n'avait plus qu'un souci, réaliser « l'union de la nation française » si nécessaire pour la défense de l'U. R. S. S. Grâce à leur appui « constant et inconditionnel » le nouveau gouvernement allait créer une France forte et heureuse.

Le soulèvement populaire a renversé tous ces beaux projets. La provocation qui a déterminé ce beau mouvement c'est la misère des ouvriers. Les constructeurs de plan ont vu la crise dans les chiffres des statistiques, les travailleurs eux l'ont subie. Ils l'ont connue dans les longs stationnements aux portes des usines, à courir les chantiers, pour recevoir l'éternelle réponse :

on n'embauche pas. Chômeurs ils ne pouvaient pas assurer leurs deux repas par jour, ils ne pouvaient plus remplacer leurs vêtements qui s'effiloçaient, s'en allaient en loques. Travaillant, ils avaient vu leurs salaires réduits au strict minimum, aux conditions qui ne pouvaient plus être volontairement acceptées. Le mécontentement était à son comble. Entre celui qui subit la crise et celui qui l'étudie, il y a la distance qui sépare le cobaye du chirurgien.

C'est cela que nos techniciens sociaux ne peuvent comprendre. Voilà la raison qui fait que ces grands mouvements populaires les surprend.

Cette victoire du prolétariat est l'annonce de prochaines luttes. Nous devons nous préparer en conséquence.

Partout, tant à Paris qu'en province, où nos amis se sont trouvés dans la bataille, ils ont été au premier rang. Beaucoup de nos vieux camarades que les luttes stériles de ces dernières années avaient éloignés

de l'action, se sont remis à la besogne. L'espoir est revenu.

Beaucoup de jeunes ont fait leurs débuts. L'action les formera. Nous devons profiter de cette situation qui s'offre à nous. Nous ne pourrions la faire utilement qu'en nous groupant, en nous unissant davantage.

Nous organisons pour samedi une grande assemblée sur les grèves qui viennent de se dérouler. Il est indispensable que tous nos amis de la région parisienne y soient présents, qu'ils viennent indiquer l'action qu'ils ont menée et les leçons qu'ils en tirent. De ce débat un rapprochement plus grand entre les anarchistes doit sortir. L'heure est venue pour nous, anarchistes, de conquérir notre place dans le mouvement social. Les événements qui confirment chaque jour nos théories, nous en offrent la possibilité.

Pour réussir, il faut nous unir, et nous lancer hardiment dans la mêlée, les événements travaillent pour nous.

Il faut nous grouper autour du « Libertaire », donner à notre arme de propagande un plus grand développement, en le soutenant par des souscriptions, en assurant sa vente à la rue.

Camarades, l'avenir de notre idéal est entre vos mains, c'est par votre action que vous le ferez triompher.

Mais n'oubliez jamais que le « Libertaire » est l'arme essentielle de notre propagande, c'est pourquoi vous devez le soutenir. Nous aurions dû à la suite des grèves faire un numéro sur six pages qui nous aurait permis de passer tous les articles de nos correspondants, malheureusement notre situation financière ne nous l'a pas permis. Il n'est pas trop tard, camarades, de le faire, si vous nous envoyez rapidement votre aide.

LIRE EN PAGE 2 :

Faire payer les riches,

par Lucien Daurat.

La vieille bourgeoisie cherche un

mâle,

par Ridet.

EN PAGE 3 :

Les informations d'Espagne.

FÉDÉRATION PARISIENNE

Grande Assemblée des Anarchistes

de la Région Parisienne

Samedi 4 juillet, à 20 h. 30 Salle des Jeunesses Républicaines
10, rue Dupetit-Thouars, 10 (Métro Temple)

Les grèves et le rôle des anarchistes dans cette lutte revendicative

Orateurs : GUYARD, Charles REVENUT, FAUCIER

Sébastien FAURE

CONJONCTURES

Le gouvernement du Front Populaire s'était vanté avec beaucoup d'ostentation et comme d'un mérite rare, de n'avoir pas fait couler le sang. C'était à tort. A moins que le sang ne compte pas, de ceux dont la peau est quelque peu bronzée et qui ne sont pas électeurs. Tout près d'Alger, la force publique « a dû », selon l'expression consacrée, se servir de ses armes contre des grévistes indigènes. Cela ne semble pas avoir suscité une émotion exagérée parmi les soutiens du pouvoir. D'autres troubles les ont obligés à ne pas oublier qu'il y a une Afrique du Nord et où l'exploitation et la misère ont des aspects particuliers. On pouvait lire récemment qu'au Maroc une décision humanitaire venait de fixer le salaire minimum à quatre francs par jour.

L'empire français compte ainsi soixante millions de sujets, souvent réduits à la disette, facilement réduits à travailler à bas prix, privés de la plupart des relatives libertés des travailleurs métropolitains, soumis à des législations spéciales qui permettent de les traiter à peu près comme les autorités des pays fascistes traitent les mécontents.

Le problème de ces soixante millions d'hommes, de leur position économique et morale, est un des plus importants qui se posent devant les ouvriers français. Ce ne sont pas les coups de feu d'Hussein-Dey ni les mesures qui vont être prises pour rétablir l'ordre en Algérie qui suffiront à le résoudre.

**

Cependant, tandis que ces questions se rappellent indiscrètement à l'attention, le Directoire Blum, avec une imprécision voulue, réclame la confiance dans le vague pour des projets peu définis. Le parlementarisme achève de donner sa démission. Le système législatif de M. Blum constitue en ce sens un « progrès » sur celui de M. Doumergue.

De méchantes gens prétendent que les grandes réformes sociales dont on parle ont été empruntées au programme mussolinien et que les inventions financières de M. Vincent Auriol ont été appliquées avec plus ou moins de bonheur par le socialisme hitlérien.

Le système Blum-Auriol s'inscrit dans la vaste série des « économies dirigées » et des formes diverses du « capitalisme d'Etat » qui tend à remplacer celui des trusts et consortiums, qui avait remplacé celui de la pleine concurrence, chère à l'ex-économie orthodoxe. Ces systèmes se sont imposés là où le capitalisme tout court faisait faillite et n'ont en général réalisé qu'une partie des espérances que l'on fondait sur eux.

Un système qui consiste à promettre à tout le monde de lui faire gagner davantage d'argent et d'en prêter à ceux qui en ont besoin ne peut manquer de plaire à beaucoup. Resté à savoir ce qu'il donnera à l'usage.

Mais si la prospérité annoncée fait aussi défaut que celle annoncée par divers prédecesseurs de M. Léon Blum, si le chômage ne disparaît pas, si les améliorations de salaires sont compensées et au delà par la vie chère et l'avalissement de la monnaie, alors le péril fasciste se manifestera dans toute son étendue.

**

On fait beaucoup de bruit à propos de la dissolution des ligues. Peut-être, en les supprimant, a-t-on rendu service à leurs dirigeants, qui à force de menaces solennelles non exécutées, s'étaient mis dans une situation presque ridicule. Peut-être les a-t-on amenés à s'engager dans une voie où ils seront plus dangereux.

Sans doute, sans la négligence, ne faut-il pas s'exagérer la portée de l'actuelle agitation « tricolore ». Ses inspirateurs apparaissent trop nettement.

Elle offusque nos « communistes » qui croyaient déjà accaparer les trois couleurs en question au bénéfice de leur campagne d'excitation chauvine et superpatriotique, de leur préparation de la guerre au profit de Staline, de ces campagnes d'excitation où ils finissent par dépasser les Déroutés et autres nationalistes d'antan.

Laissons les uns et les autres se disputer le tricolore et les quinze cent mille morts de leur union sacrée.

**

Le grave, c'est qu'à un tournant de la crise puisse surgir la dictature trop bien préparée qui, de quelque étiquette qu'elle se pare, confisquerait et annihilerait le mouvement ouvrier au profit d'une carte des « directeurs de l'économie ».

Le grave, c'est que par application d'un prétendu pacifisme, des grands principes de la sécurité collective et en conformité du pacte franco-stalinien, le prolétariat français puisse être jeté à la plus dévoratrice des guerres.

Le grave, c'est que ces éventualités puissent menacer, avant que les organisations syndicales, aujourd'hui captées par le pouvoir politique, aient repris leur indépendance et soient capables d'intervenir.

Dans de telles conjonctures l'action des minorités lucides va prendre une importance singulière.

EPSILON.

Faire payer les riches

Les ouvriers ayant signifié au gouvernement qu'ils n'entendaient pas cette fois-ci faire les frais du démarrage de la nouvelle économie, les politiciens ont pris la sage résolution de sanctionner par la loi l'expérience de la force.

La réévaluation des salaires pour l'accroissement du pouvoir d'achat des masses laborieuses entraine dans tous les programmes politiques.

Le développement du volume des échanges impliquait d'une part une augmentation de la production et d'autre part un accroissement beaucoup plus considérable de la consommation pour liquider l'engorgement et accentuer l'élargissement des marchés.

Nous pensions avec raison qu'il était nécessaire d'entreprendre en premier lieu la politique de réévaluation du pouvoir d'achat des masses par des mesures étendues d'expropriation allant de la collectivisation pure et simple des entreprises animées déjà d'une vie collective, jusqu'au contrôle rigoureux du profit par le vrai facteur de richesses : le prolétariat.

Les politiciens s'en sont tenus à cette expropriation minima que constitue l'augmentation forcée des salaires.

Germain Martin, dans l'information, posait excellemment le problème : « En fin de compte, disait-il, veut-on réduire le profit ? »

Le capitalisme dans sa politique de déflation des frais généraux, c'est-à-dire d'abaissement des salaires, élargit un des canaux du profit. Bien des entreprises se trouveront durement frappées par l'amoindrissement ou la disparition de cette paupérisation ouvrière qui constituait la grosse et parfois l'unique source de profit d'une production. Beaucoup d'entreprises d'importance moyenne sont condamnées à déprécier et à la faillite, non parce qu'elles ne sont pas viables et ne répondent pas à un besoin général, mais parce que l'élimination du profit leur retire toute raison capitaliste d'exister.

Nous proposons pour notre part que ces entreprises ne soient pas abandonnées au dépréciement et à la mort, mais qu'au sein de chacune se constitue un syndicat de faillite, en l'occurrence une direction ouvrière qui aurait la charge, non plus de créer du profit mais d'assurer le pain des ouvriers et de rester dans l'économie une machine produisant pour satisfaire un besoin.

Il n'est pas certain que l'augmentation du pouvoir d'achat des masses se chiffre en fin de compte par une reprise des affaires.

On nous a parlé souvent de ces billes, de ce café, de ce bétail voués à la destruction, or la consommation de toutes ces richesses n'implique nullement la production de nouvelles. Si le monde est saturé de matières consommables, non consommées, il faudra d'abord songer à satisfaire la production existante.

Un plan de travail ne peut plus dorénavant porter sur la création des objets de production (outillage national), mais sur une expropriation partielle et légale des richesses existantes. C'est devant une simple opération comptable de fractionnement et de répartition des profits que se trouve placé le plan. Les grandes travaux eux-mêmes n'ont

de raison de soulager la misère que s'ils ne contribuent pas à accumuler à nouveau des matières consommables ou des moyens de les produire.

La construction des ponts, des routes, des écoles, l'électrification des campagnes sont d'excellents dérivatifs à la crise de surproduction capitaliste, parce qu'ils ne sont ni producteurs ni consommateurs.

La seule difficulté en régime capitaliste c'est de trouver un financement pour une affaire qui n'étant pas échangeable est inproductive de profit.

Encore une fois, sans nous arrêter trop à des procédés d'escroquerie monétaire, nous devons réclamer l'application de la seule juste formule bolchevique, juste encore que stupide en l'occurrence par la signification réduite que lui donnent leurs inventeurs.

« Il faut que les riches paient. »

Mais quand et comment paieront les riches ? Non comme l'entendent les communistes en laissant gager sur leurs biens des appels appropriés au crédit public. Les riches ne paieront que par l'expropriation d'une partie ou de la totalité de leurs privilèges, par un prélèvement sur le profit. Dans la mesure où elle ne frappe pas la classe pauvre, la dépréciation monétaire est une mesure d'expropriation partielle qui peut fournir d'argent frais un plan généralisé d'urbanisme.

Le travail aux chômeurs. La revalorisation des salaires sont une mesure parallèle de lutte contre la crise. Tant qu'elles visent à l'amoindrissement du profit ces mesures de réformes ne peuvent que saper le capital et profiter au travail.

Mais si l'on pense que par un recensement des richesses suivi d'un prélèvement automatique on obtiendra quelque chose des riches, nous dirons que les riches ne paieront pas. Ils ne paieront pas parce que dans leurs terres, dans leurs châteaux, dans leurs objets d'art, dans tous leurs biens fonciers et mobiliers n'est pas tant la source de leurs richesses.

La vraie source, elle est dans des sociétés anonymes qui n'appartiennent à personne. La vraie richesse du capital, elle se trouve dans la plus-value du travail. Dès qu'un patron tire cent francs d'un ouvrier qu'il rétribue cinquante, il est un voleur dont il faut rogner les dents.

C'est donc en généralisant et en accentuant son exigence quantitative sur le lieu de son travail, que l'ouvrier fait payer le riche et par suite qu'il contribue à la prospérité d'un plan dirigé contre la misère. C'est en exigeant qu'un collectif d'ouvriers et de techniciens se substitue au capitaliste dans chaque entreprise défallante.

Exiger toujours davantage des riches, maximaliser les exigences est le premier plan de la lutte.

Il ne s'agit nullement de planifier l'économie capitaliste pour satisfaire aux demandes progressives du prolétariat.

Il faut que le prolétariat planifie lui-même sa lutte pour substituer au capital, chaque fois que les exigences ouvrières mettent le profit en danger, un régime totalitaire d'exploitation collective.

C'est avec raison que le syndicalisme désigne par le même terme de grève la revendication et l'acte révolutionnaire lui-même. Revendication et Révolution sont des sages différents d'une même chose.

L. DAURAT.

Exigeons l'amnistie totale et immédiate

La Chambre tricolore du Front populaire n'a su accoucher que d'un projet tout à fait étriqué comportant la « grâce amnistiant » pour certains délits politiques d'ordre bénin.

Sous prétexte que la discussion autour d'une amnistie plus large nécessiterait trop de temps, on a renvoyé celle-ci... à plus tard.

Camille Planché, député socialiste qui avait déposé un amendement étendant la grâce amnistiant aux infractions aux codes de justice militaire, a vu celui-ci repoussé à une forte majorité.

Les députés moscovitaires, qui vitupèrent pour la galerie, n'ont pas bronché. Pour eux la sécurité de la France (chère à Staline) commande le respect de la discipline militaire, si criminelle, si absurde soit-elle.

Ainsi les déserteurs et insoumis de la « dernière guerre » attendront dans les pénitenciers militaires, au bagne ou en exil, la bonne volonté des législateurs.

De même pour les objecteurs de conscience.

De même pour les soldats coupables d'être restés des hommes sous l'uniforme.

Pas de pitié non plus pour les pros-crits politiques sans travail et sans pain.

Les défenseurs de la maternité consensuelle, les néo-malthusiens, les partisans de la vasectomie sont, eux aussi, condamnés à méditer les bienfaits du respect de la liberté individuelle sous le gouvernement du socialiste Léon Blum.

Travailleurs qui avez montré votre puissance au cours du récent mouvement revendicatif, affirmez votre solidarité pour vos frères emprisonnés.

Exigez partout et en toute occasion l'amnistie totale et immédiate.

De mon wagon

QUAND LES LOUPS DEVIENNENT BERGERS

Dans l'Humanité du 19 juin dernier le pompier de service, P.-L. Darnat, demandant des mesures rigoureuses contre les factieux, écrivait ce qui suit :

« Faisons sauter les masques ! »

« Quand un groupement a prouvé sa mal-faillance, il faut le mettre hors d'état de nuire et ne pas se borner à enlever les insignes des boutonnières.

« Il faut perquisitionner les sièges des Liges et les cachettes des liguesurs, dont nous avons (le Populaire avec nous) prouvé qu'ils ont des armes.

« Il faut fermer les locaux, où les associations renaissent sous des noms divers et sous des prétextes variés.

« Il faut interdire ceux des journaux qui ne sont que les moyens d'expression des factieux.

« Il faut arrêter les préceptes de massacre entre Français, les annonciateurs d'heure H... les provocateurs au meurtre et les propagandistes de la désertion en cas d'agression fasciste sur notre pays.

« Et vite ! Car l'union de la nation française est urgente et exige que sans tarder les diviseurs, complices de Hitler, soient paralyés. »

Il est certain que les « nacos » à qui nous aurons l'occasion de reprocher ce texte protesteront de la pureté de leurs intentions et prétendront qu'ils n'ont jamais voulu viser les opposants de gauche...

Faudra-t-il leur rappeler que, lorsque furent votées les trop fameuses lois de 1893-1894, bien connues sous le nom de lois scélérates, il n'entrait pas sans doute dans l'intention des législateurs de les appliquer par la suite, à toute occasion, aux hommes de pensée libre, pacifistes, antimilitaristes, etc.

Seule la sainte Frousse qu'avait inspirée aux bourgeois de l'époque l'ampleur du mouvement anarchiste avait dicté ces mesures d'exceptionnelle vindicte.

Et faudra-t-il aussi rappeler à nos ci-devant communistes la véhémence de leurs protestations chaque fois que l'un d'eux était poursuivi en vertu desdites lois et se voyait imputer un délit commis « dans un but de propagande anarchiste » ?

Eh ! bien la situation serait rigoureusement la même si les socialistes et radicaux au pouvoir laissaient entamer leur sang-froid par les étiquettures de tous les Darnat agissant pour le compte de S.S. Staline.

Car la presse soi-disant ouvrière a suffisamment prouvé sa mal-faillance machiavélique pour que nous soyons fondés à croire qu'en cas de conflagration c'est notre pays qui aura inmanquablement été attaqué par le fascisme et que tous ceux qui tenteront de réagir contre la folie guerrière tomberont sous le coup de ces nouvelles lois scélérates.

Au surplus qu'est-ce que cette blague des mesures réclamées à cor et à cris contre les Liges fascistes ?... Au beau temps de la rue Darnat les ci-devant cocos s'y prenaient différemment !

Et, somme toute, les quelques décrets attendus — comme le messie — resteront sans doute inopérants. Les Liges, se refusant dans le maquis de la procédure, trouveront des échappatoires, tout comme à chaque perfectionnement des serruriers répondent les progrès des cambrioleurs !

Le Banlieusard.



Propos d'un Paria

« Tout ce qui est national est nôtre » aurait dit le duc d'Orléans, héritier des rois qui...

Tout ce qui est national !... Le « pauvre » homme n'a aujourd'hui que l'embaras du choix !...

Tout est national.

National et social, bien entendu. Les ligues dites nationales viennent d'être dissoutes par M. Salengro, exécuter des volontés du Front populaire, et des commissaires d'État mandats ont fait savoir aux dirigeants des Croix de Feu, de la Solidarité Française, des Jeunesses patriotes et autres Francistes que désormais, leurs organisations n'existent plus.

Tout cela s'est passé si calmement, que, sans les clameurs de triomphe poussées par les communistes personne ne s'en serait aperçu.

La défense de la République étant désormais assurée, ces messieurs de la faucille et du marteau ont jugé qu'ils étaient les seuls qualifiés pour extérioriser cette idée nationale jugée criminelle et factieuse voire fasciste quand elle semblait être le seul apogée des ligueurs dissous.

C'est ainsi qu'on a pu lire dans l'Humanité sous la plume de M. P. Vaillant-Couturier, que personne plus que les communistes n'est attaché aussi passionnément à l'indépendance de « notre pays ».

Et qu'on a pu entendre M. Maurice Thorez glorifier ce républicain 100 % que fut Rouget de l'Isle ! et proclamer que le drapeau tricolore resterait l'emblème national de la France.

M. Cachin, auquel Poincaré pardonnait même d'être ou de se dire communiste en raison des larmes tricolores qu'il versa à Strasbourg à l'occasion de l'entrée des troupes françaises dans nos chères provinces reconquises, peut désormais donner libre cours à ses épanchements lacrymaux. Il est de plus en plus dans la ligne, qui, cette fois, et par la grâce de Staline est nationale.

Les ligues sont mortes, mais des partis nouveaux se créent, et qui, naturellement sont tous nationaux.

Le colonel de La Rocque a fondé le Parti Social Français auquel ex-Croix de feu, ex-Volontaires nationaux ont donné une adhésion enthousiaste.

M. Taittinger fait savoir que le parti républicain, national et social lequel groupe les ex-Jeunesses patriotes, continue.

Et voici que M. Jacques Doriot, avec ses amis ex-communistes lance le Parti populaire français, lequel sera lui aussi national et social. Il n'y a plus d'internationalisme à déclarer, à Saint-Denis, le député-maire qui entend profiter de la faillite morale du parti communiste pour grouper derrière lui, le moment venu — et ce moment viendra — tous les déçus, tous les mécontents.

En résumé, nos social et communistes nationaux ont avoué, je crois et malgré l'apparente dissolution des ligues une redoutable concurrence sur le terrain national.

Où tout cela nous mènera-t-il ?

Je crains fort que tout ce beau monde ne se retrouve parfaitement d'accord pour chanter un « beau jour », et une fois de plus :

« Allez enfants de la Patrie ! » — Pierre Mualdès.

QUI FERA MIEUX ?

La même semaine — la dernière semaine de juin — on a pu voir dans Marianne, dans la Flèche... et dans le Flambeau la même signature, celle de M. Drieu La Rochelle.

Marianne, le grand hebdomadaire de gauche (et de fonds secrets, sous les gouvernements Laval, Flandin, etc.).

La Flèche l'hebdomadaire « Front populaire » de M. Bergery (et de M. Patenôtre).

Le Flambeau, du colonel de La Rocque.

M. Drieu La Rochelle, gendarme à toutes sautes et à tous vents.

En fait de netteté et d'honnêteté, du côté pile et du côté face, entre le ziste et le zeste et la chèvre et le chou, comme employer et comme employé, allons ! qui fera mieux ?

ENFIN DU NOUVEAU

Nous avons pu lire dans le Populaire de jeudi dernier, sous la plume de J.-B. Séverac, un magistral article intitulé « Grands mots et beaux mensonges », dénonçant les hypocrites appels à la « Réconciliation française » et se terminant sur un appel au socialisme de lutte de classes.

Si cette littérature — que nous ne pourrions désavouer — devait être suivie d'actes, nos camarades socialistes peuvent être persuadés qu'ils nous trouveraient toujours à leur côté pour la bonne lutte.

Hélas ! à quelles réserves nous incitent les événements actuels...

CRIS SEDITIEUX

A Bagnères-de-Bigorre, après la cérémonie de l'inauguration du sanatorium de Poueylaün, des incidents se sont produits, qui furent signalés par le Temps.

D'après ce grave organe, l'Internationale aurait été chantée devant le monument aux morts et les cris de « Les Soviets partout » proférés...

Dans une lettre en date du 29 juin adressée au camarade Rivière, ministre des Pensions, et

reproduite dans l'Humanité, le secrétaire du parti communiste remet les choses au point, et, sans aucun commentaire, nous nous faisons un devoir de faire un peu de publicité à ses propos, à notre tarif habituel évidemment.

« ... Inutile de te dire notre sentiment. Nous condamnons de tels faits, qui ne peuvent, dans les circonstances où ils se seraient produits, que nuire à la cohésion du Front populaire. »

« ... Respectueux au plus haut point de tout ce qui honore la mémoire des morts de la Grande Guerre, nous considérons comme un outrage une telle manifestation, dont l'inspiration ne peut provenir que des ennemis du peuple. »

Les romanichels.

Notes et Glanes

◆ Nous sommes encore quelques-uns, militants d'avant-guerre, à nous souvenir de bons copains que nous n'avons jamais revus. Ils sont au bagne ou en exil, pour avoir dit NON à la guerre. Pourquoi n'ont-ils pas fabriqué des tromblons ? Ils seraient amnisties. Car nous en sommes là ! Et nous sommes tous assez lâches pour le tolérer. Il se faut bien de nous le gouvernement Blum. Après tout, n'a-t-il pas raison ? Nous le laissons faire.

◆ Vive l'armée, et crève le Peuple... Pour rendre la première moins antipathique, le prêt vient d'être doublé. (Allons les gosses, rempilez, vous deviendrez riches !). Quant au second, à ce pauvre peuple avachi, s'enfile, mais qui se figure souverain, on lui octroie trois millions pour aller piler à Verdun. Hyènes et chacals retournent leurs babines, flairant la charogne qu'on les convie à renifler. Allez-y, ne vous gênez pas. Méditez quand même un peu la Marseillaise (c'est d'actualité) : Vous entrerez dans la carrière... Après tout, si le cœur vous en dit ? Mais très peu pour moi.

◆ Pour gagner ma croûte, je me promène beaucoup, et partout. J'ai donc vu des drapeaux à la Casimir. Pas énormément, je l'affirme ; et des pas bien grands. Ils semblaient honteux... Tout au début de la semaine, j'ai vu des gens, mâles et femelles avec des rubans tricolores. Et ça s'est tassé... Et, à la fin de la semaine, les parents, honteux, n'avaient plus rien à la boutonnière. C'étaient les gosses qui avaient tout. Croyez-moi, chers parents. Enseignez plutôt la masturbation à vos enfants. Ils seront aussi abrutis, mais au moins, ils en auront profité.

◆ J'ai déjà connu des salauds, des êtres vils, pourris et cafards, mais jamais je n'ai rencontré individu aussi abject que l'immortable Eugène Merle. Et, ici, soyons certains, je ne veux faire aucune allusion à ses démêlés avec la justice officielle. Ce sont des choses qui ne me regardent pas. Ce qui m'intéresse est ceci : La Fouchardière, journaliste indépendant, a fait un papier dans l'Œuvre dans lequel il établissait un parallèle entre Thorez et La Rocque qui, tous deux, aux Ciné-actualités, rabâchaient les mêmes sornettes. Et de s'en gausser ! Cet article ne plut pas à nos nacos. Ils dirent à l'Œuvre : Foutez-le à la porte. Jean Piot eut le courage de leur dire merde, très poliment. Alors, ils se retournèrent vers Merle, dont La Fouchardière était aussi collaborateur. Et là, les nacos eurent gain de cause. Qu'est-ce qu'une salété de plus ou de moins pour Eugène ? La Fouchardière fut balancé, avec une belle lettre d'adieu dans le numéro du 20 juin. Et voyez l'hypocrisie du bonhomme : C'est parce qu'il a reçu « une centaine de lettres » de protestation qu'il se prive de la collaboration de La Fouchardière, car il ne veut pas « faire courir un grave péril » à son journal. Alors, qui trompe-t-on ? Ou le Merle tire normalement et se moque de cent lecteurs en plus ou en moins. Ou bien, si cent lecteurs en moins empêchent sa parution, il n'y a qu'à fermer boutique. Quand Merle aura-t-il le courage de dire la vérité ?

◆ Donc, La Fouchardière ne collabore plus au Merle. Il a le tort de penser pour lui, cet homme. Mais Gassier qui se prostitue sèchement avec Sennep continuera. Thorez l'a permis.

◆ Bravo, les flics ! Et, merci ! Figurez-vous qu'après le Mur, j'étais persuadé que réellement vous étiez avec eux. Et ça me chagrinait. Je me disais ! Quoi, ce brave chéptel a appris à réfléchir, à discerner ceux sur lesquels on peut y aller de ceux sur lesquels il vaut mieux s'abstenir. Heureusement, il n'en est rien. Brutes vous étiez, brutes vous restez. La preuve en est que dimanche dernier, place Gambetta, vous avez chargé des membres du front, dit populaire, provoqués par des fascistes. Le Popu de lundi (dont je tiens ces renseignements) dit que vous l'avez fait avec dégoût. Ce n'est pas vrai, hein ? car si, réellement vous étiez dégoûtés, vous vous feriez chômeurs.

Henri GUERIN.

Abonnements au "Libertaire"

FRANCE	ETRANGER
52 Nos 22 fr.	52 Nos 30 fr.
26 Nos 11 fr.	26 Nos 15 fr.
13 Nos 5 fr. 50	13 Nos 7 fr. 50

Chèque postal : N. Faucher, Paris 506.03
29, rue Plat, Paris (20e)

La vieille bourgeoisie cherche un mâle

Cette fois l'équivoque n'est plus possible. Jacques Doriot, ancien leader du Parti Communiste, a fondé dimanche dernier le « Parti Populaire Français ».

Il faut avouer que le programme adopté est loin de constituer la doctrine neuve dont on nous prônait l'urgence nécessaire pour répondre aux multiples problèmes que pose l'actualité sociale.

Il est composé d'une série de vieux clichés, d'idées usagées, de principes éculés. Sous une phraséologie superficiellement « gauchiste » apparaissent les théories fascistes que défendent un peu partout, sous des étiquettes différentes, les subsidiaires de la bourgeoisie française.

Ce qui faisait la base même des doctrines révolutionnaires, c'est-à-dire la lutte de classes, l'internationalisme et la confiance dans la classe des producteurs est abandonné et condamné.

Par contre les mots de nation, de patrie, de français, de classes moyennes se retrouvent dans tous les paragraphes.

Doriot a dû faire des miracles dans la prestidigitacion politique pour arriver à faire avaler aux prolétaires de Saint-Denis cette macédoine pour le moins bizarre. Il est vrai que l'entraînement que leur avait fait subir le PC officiel avait constitué une excellente préparation.

Ancien partisan de la fraternisation lors des guerres du Maroc, Doriot parle avec orgueil de l'empire colonial français qui groupe 100 millions d'habitants. S'appuyant sur les exemples de Hitler et de Mussolini, il proclame que seul un mouvement profondément national peut triompher... ce qui ne l'empêche pas de faire chanter l'Inter aux auditeurs et de reprocher aux stalinistes d'avoir repris la Marseillaise.

Mais on aurait tort de rire.

L'expérience des pays aujourd'hui fascisés prouve que les plus absurdes des démagogues obtiennent du succès quand elles sont étayées par des fonds abondants et quand elles s'attaquent à des populations désespérées et affamées de changement. La plus abominable des piquettes grise facilement les ventre-cieux.

Une montée rapide d'un mouvement national-communiste ne peut être exclue a priori.

Certes des obstacles sérieux s'opposent au succès de Doriot.

C'est tout d'abord l'état lamentable des finances municipales de Saint-Denis, ce qui le met sous le contrôle direct de ses commanditaires et du distributeur Laval. Continuellement harcelé par les difficultés d'argent, son aventure politique n'a encore dépassé de ce fait le cadre de la combiné.

La position au sujet de la politique extérieure, position nettement antisoviétique de par sa rupture avec la III^e Internationale, est un autre point faible. S'attendre à être financièrement soutenu par le capitalisme français qui connaît la valeur du pacte franco-soviétique paraît excessif.

Enfin Doriot n'a presque aucune influence en dehors de la région dionysienne. S'il avait continué à jouer son rôle de révolutionnaire, comme au début de la rupture de Moscou, sans doute aurait-il pu rassembler quelques milliers de ces révolutionnaires sans attaches qui n'attendent qu'une occasion pour rallier une formation neuve qui répondrait à leur volonté de lutte. Sans abandonner les formules anticapitalistes, il aurait pu par là plus solide dans le pays.

Mais le jeu ne fait que commencer, ce ne sont certes pas les scrupules qui doivent étouffer le grand Jacques et les mots d'ordre gênants ne pèseront guère lourds.

Du reste quantité de journaux lui font une publicité toute spéciale, soutenant sa candidature comme dictateur (on ne parle encore que d'homme à poigne) et on peut citer parmi les supporters les plus connus et les plus significatifs l'Action Française, Le Jour, Choc, Gringoire, etc...

Quelques beaux échantillons de la faune politique et journalistique assistaient d'ailleurs au Congrès de Saint-Denis, notamment les débris issus de la scission chez les Volontaires Nationaux, des dirigeants francistes, d'anciens communistes comme Paul Marion et Arrighi, des littérateurs qui espèrent jouer leur petit d'Annunzio comme Drieu la Rochelle, le reste à l'événement.

Comment voulez-vous que le travailleur arrive à se retrouver dans ce mic-mac. Fascistes, communistes, social-démocrates, nationalistes s'arrachent le drapeau tricolore. Les programmes se ressemblent comme des frères. Tout le monde parle de transformation sociale et agit de façon à conserver religieusement la pourriture capitaliste à condition d'en vivre.

Ce qui laisse prévoir que nous retrouverons un jour ces frères ennemis, au garde à vous devant l'emblème national, se garantissant de patriotisme, le porte-plume prêt à la rédaction des communiqués de guerre, tous d'accord pour que la défense de la France forte, libre et heureuse soit assurée par les bons bougres qui défilent devant eux avant d'aller perdre dans la boue des tranchées ce qui leur restait encore, leur peau et leur espoir d'une société meilleure. Le seul tort des ouvriers aura été d'avoir cherché chez les pharisiens ce qu'ils ne pouvaient trouver que chez eux-mêmes : une foi, du dévouement et des capacités.

CH. RIDEL.



Le contrôle ouvrier est justement une de ces formes d'action directe par laquelle la class

Un meeting eut lieu après la victoire du général nage Jean-Jaurès, groupant un millier de chapeaux bonniers, présidé par Raynaud et Tabard. L

 Centrale du Croissant (Sté Nlle)
19, rue du Croissant, Paris-2^e

6 fr. 30 par personne.

13. Valeur de la dérivée de la fonction f par rapport à x :